
Institutions africaines et investissements étrangers : entre promesses, paradoxes et perspectives

Imane Zerouali Boukhal*¹

¹Université Hassan II de Casablanca = University of Hassan II Casablanca = (ar) – Maroc

Résumé

Cet atelier se propose d'explorer la relation dynamique entre la qualité des institutions africaines et l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE), dans une perspective pluridisciplinaire mêlant économie, science politique, sociologie du développement et droit. L'objectif est de questionner les effets différenciés des institutions économiques, politiques, juridiques et sociales sur les flux d'IDE à destination du continent africain, à l'heure où celui-ci cherche à s'imposer comme un acteur incontournable dans la redéfinition des chaînes de valeur mondiales.

Partant d'une analyse empirique portant sur 41 pays africains entre 2006 et 2021, nous interrogerons les formes d'institutionnalité les plus pertinentes pour les investisseurs étrangers : institutions formelles (gouvernance, droits de propriété, liberté économique) ou informelles (confiance sociale, stabilité ethnique, normes culturelles) ? L'atelier vise aussi à explorer des paradoxes : pourquoi certaines formes de gouvernance politique semblent-elles décourager les investissements, tandis que les performances économiques sont mieux corrélées à des régulations de marché robustes ?

Les contributions attendues pourront traiter :

des effets contrastés de la démocratie, de la bureaucratie et de la corruption sur les IDE ;

du rôle des agences de promotion de l'investissement et de la diplomatie économique ;

des nouvelles formes de conditionnalité institutionnelle imposées par les bailleurs et investisseurs (OCDE, FMI, Chine, fonds souverains) ;

de la place des normes sociales, des appartenances ethniques ou religieuses dans les perceptions du risque institutionnel ;

des cas concrets de réformes réussies ou ratées, portées par des États ou par la société civile.

Cet atelier souhaite réunir chercheurs, doctorants, praticiens du développement et économistes africains autour d'un dialogue critique sur l'avenir des politiques d'attractivité. Il ambitionne

*Intervenant

de proposer des recommandations concrètes aux décideurs africains pour repenser les réformes institutionnelles non comme des contraintes techniques, mais comme des leviers endogènes de souveraineté économique.